

TEXTE D'ORIENTATION STRATÉGIQUE

**ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE
REPRÉSENTATIVE**



**AR
24**

SOMMAIRE

NOTRE PAYS CONNAÎT UN BLOCAGE POLITIQUE ET SOCIAL SANS PRÉCÉDENT	4.
UNE SITUATION INTERNATIONALE LOURDE DE DANGER	4.
S'OPPOSER AUX GOUVERNEMENTS MACRONISTES D'HIER ET DE DEMAIN	5.
RÉSISTER ET RÉPLIQUER À LA CRIMINALISATION DU DÉBAT, AUX MENACES D'EXTRÊME DROITE ET À LA VIOLENCE MÉDIATIQUE	6.
LA FRANCE INSOUMISE ET LE NOUVEAU FRONT POPULAIRE COMME ALTERNATIVE	7.
SE PRÉPARER À UNE PRÉSIDENTIELLE ANTICIPÉE	9.
FAIRE FACE À UNE ÉVENTUELLE DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	9.
PRÉPARER LES ÉLECTIONS MUNICIPALES POUR PRÉSENTER DES LISTES DANS LE PLUS GRAND NOMBRE DE COMMUNES	10.
DÉFINIR LES MARQUEURS PROGRAMMATIQUES POUR UN MOUVEMENT COMMUNALISTE	11.
DÉFINIR LES MARQUEURS PROGRAMMATIQUES POUR UN MOUVEMENT COMMUNALISTE	11.
FAIRE AVANCER LA RÉVOLUTION CITOYENNE	12.
POURSUIVRE LE DÉVELOPPEMENT DU MOUVEMENT INSOUMIS	13.
ANNEXE 1 - CALENDRIER DE PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES	14.
ANNEXE 2 - GARANTIES PROGRAMMATIQUES MUNICIPALES	15.

Notre Assemblée représentative se tient à l'issue d'une année hors du commun. Le président de la République n'a cessé d'aggraver le chaos politique et social dans le pays ; le grand patronat dans sa recherche, sans entrave, de la rentabilité financière dégrade la situation économique de la France et l'emploi ; aucune réponse déterminée n'est apportée à une planète en surchauffe et un effondrement du vivant qui menace son existence même ; les conflits et risques de guerre se multiplient partout en s'appuyant sur la remise en cause du droit international.

1. Après les élections européennes qu'il a largement perdues, Emmanuel Macron a décidé la dissolution surprise de l'Assemblée nationale, provoquant des élections législatives organisées à la hâte en juin et juillet dernier. Il a multiplié, ensuite, les coups de force contre la démocratie en refusant le résultat du suffrage universel, en nommant des premiers ministres de droite, en ne tenant pas compte de la censure du gouvernement Barnier. Tout cela pour poursuivre la politique, contre l'avis exprimé par le peuple.
2. La coalition du Nouveau Front Populaire (NFP), forgée autour de son programme de rupture, a remporté les élections législatives en déjouant tous les pronostics et les manœuvres organisées entre la droite et l'extrême droite pour gouverner ensemble. Cette victoire est le fruit d'une mobilisation inédite du bloc populaire autour de notre programme de rupture et face au danger de l'arrivée au pouvoir d'une extrême droite raciste, dernier rempart de la domination capitaliste. Une large mobilisation de la société, de collectifs militants à des associations ou des organisations syndicales a permis cette victoire. Cela s'est traduit par l'élection de 193 député·es, dont 74 dans une circonscription revenant à notre mouvement, qui avait accepté de céder 100 circonscriptions pour rendre possible l'union et a subi près de dix candidatures dissidentes. **Nous conservons le premier groupe parlementaire du bloc de gauche au sein de l'Assemblée nationale.** Dans toute l'Europe, seule la France insoumise a hissé la gauche de rupture devant la gauche d'accompagnement de façon durable.
3. Cette force parlementaire est notamment la traduction des victoires de nos candidat·es, **obtenues grâce à la mobilisation citoyenne, populaire et militante** contre l'extrême droite, comme dans le Vaucluse, ou contre la droite, comme dans la Somme. Elle reflète notre progression dans les quartiers populaires, dans le Val-d'Oise, l'Essonne ou la Seine-et-Marne, mais aussi en ruralité comme en Gironde ou en Isère.
4. Avec ce résultat, la France insoumise a poursuivi sa progression depuis les élections européennes. Ces dernières ont été marquées par une forte poussée du vote insoumis (+ 1 million de voix par rapport à 2019), qui a compensé à gauche le tassement des suffrages en faveur du PS, des Écologistes et de Génération·s (- 400 000 voix par rapport à 2019). Avec 9 élu·es, **la France insoumise constitue la plus grande délégation au sein du groupe de La Gauche au Parlement européen** qui s'est également élargi pour atteindre 46 eurodéputé·es et dont Manon Aubry a été réélue présidente.
5. Ces progrès valident notre stratégie visant à **mobiliser le « 4^e bloc », celui des abstentionnistes, en particulier dans les milieux populaires et la jeunesse**, dont la forte mobilisation a littéralement sauvé la République face à la menace raciste d'extrême droite. Ils ont été rendus possibles par l'engagement remarquable des insoumis·es d'une élection à l'autre, depuis les campagnes d'inscriptions sur les listes électorales et les actions visant à la lutte contre l'abstention, jusqu'aux convois militants en soutien à des candidat·es dans les circonscriptions critiques.

NOTRE PAYS CONNAÎT UN BLOCAGE POLITIQUE ET SOCIAL SANS PRÉCÉDENT

- 6.** Depuis les élections législatives, nous nous sommes pleinement mobilisé·es contre les coups de force de Macron en utilisant tous les moyens à notre disposition. Dès la fin de l'été, nous avons été moteur dans l'organisation des manifestations populaires les 7 et 21 septembre, qui ont réuni des dizaines de milliers de personnes partout en France. Nous avons soutenu les luttes qui s'amplifient pour un changement de politique. Nous avons, bien sûr, déposé immédiatement une motion de censure du Nouveau Front Populaire et finalement réussi à obtenir la chute du gouvernement Barnier.
- 7.** La nomination de François Bayrou comme Premier ministre est un nouvel affront contre la démocratie et la souveraineté populaire. Plutôt que de prendre acte de sa nouvelle défaite, le président de la République persiste à imposer sa politique en nommant l'un de ses premiers soutiens. Nous déposerons donc une nouvelle motion de censure.
- 8.** Par ses coups de force, Macron organise le chaos démocratique. Il utilise la constitution de la V^e République pour décider seul de la politique à suivre. Il remplace la séparation des pouvoirs par la confusion des pouvoirs. La solution à la crise passe donc par son départ. Il nous faut élire un nouveau Président qui mettra en place la 6^e République par la convocation d'une Assemblée constituante, en favorisant la participation de toutes les citoyen·nes à ce processus. C'est pourquoi nous avons enclenché la procédure de destitution du président de la République et nous travaillons au développement d'un grand mouvement populaire pour qu'il parte.

UNE SITUATION INTERNATIONALE LOURDE DE DANGER

- 9.** Cette année aura été celle de la reconnaissance du génocide à Gaza et des crimes de guerre perpétrés par l'armée israélienne. Le mandat d'arrêt international émis par la Cour pénale internationale contre Benyamin Netanyahu, chef d'État en exercice, confirme les alertes que nous avons émises. La position de la France, évoquant une possible immunité pour un criminel de guerre, est une remise en cause inacceptable de la justice internationale. Elle s'accompagne de l'absence totale de réaction à la hauteur des crimes commis dans la région par le gouvernement de Netanyahu. Il est alors devenu évident que celui-ci agit avec la complicité des États-Unis et de l'Union européenne.
- 10.** Le monde est désormais en état de désordre, établi par le refus des puissances « occidentales » de respecter les règles dont ils se réclament le reste du temps. Leur volonté belliqueuse et leur appétit du passage à une économie de guerre se confirment aussi bien dans la zone cruciale Asie-Pacifique qu'en Europe. Pire : la nomination illégitime d'un Commissaire européen à la Défense, alors que ces questions ne font pas partie des compétences de l'Union européenne, affiche un refus obstiné de réanimer la voie diplomatique de la paix pour mettre un terme à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. L'élection de Donald Trump aux États-Unis, bénéficiant de l'effondrement du vote démocrate, aggrave les risques déjà lourdement engagés par la présidence Biden.
- 11.** Notre mouvement s'est engagé pleinement pour le respect du droit international. Son intense activité internationaliste a été sans équivalent dans le paysage politique français. Les insoumis·es ont été présent·es politiquement en Europe, Afrique, Asie, dans les deux Amériques à travers l'action des parlementaires, des porte-paroles du mouvement et des groupes d'actions des Français·es de l'étranger. Nous assumons la présidence de près d'une vingtaine de groupes d'amitié à l'Assemblée nationale. Nous avons accueilli de nombreuses

délégations étrangères : ce fut le cas, par exemple, pour l'accueil de Rahul Gandhi et du Parti du Congrès indien à l'Assemblée, du Parti communiste japonais, de représentant·es de l'Autorité palestinienne ou encore d'une délégation du PASTEF sénégalais lors de nos AMFIS. Nous avons été présent·es au Liban, en République Démocratique du Congo – jusque sur la ligne de front avec le Rwanda, au Sénégal, en Arménie et au Maroc, à la séance d'ouverture de l'audience de la Cour internationale de justice sur le génocide à Gaza, puis devant l'ONU à Genève.

S'OPPOSER AUX GOUVERNEMENTS MACRONISTES D'HIER ET DE DEMAIN

- 12.** L'illégitimité des gouvernements Barnier et Bayrou s'accompagne de la brutalité de leur politique sociale, de l'injustice de leur politique économique et de l'irresponsabilité de leur politique écologique. Plus sa violence se déploie, plus le pouvoir active et alimente, au moyen notamment de l'appareil médiatique, les divisions (racistes, sexistes, LGBTIphobes, validistes...) visant à empêcher l'unité populaire et à rallier certains secteurs au bloc bourgeois déliquéscent.
- 13.** Son bilan écologique est catastrophique. Le clan Macron est l'ami des bétonneurs et des promoteurs. Partout dans le pays, les grands projets inutiles se multiplient. Pour les mener à bien, le gouvernement saccage des écosystèmes entiers, défigurés par des autoroutes superflues ou détruits par des gravières, et arrose d'argent public des grandes industries ou des grandes banques polluantes. La stratégie pro-nucléaire est réaffirmée par Macron, alors qu'on en connaît les conséquences : gel de l'investissement dans les énergies renouvelables, faisant de la France le seul pays européen en dessous de ses engagements, en particulier sur l'éolien maritime. Plutôt que de partir des besoins réels et des exigences de sobriété, la macronie s'associe aux multinationales de l'extractivisme. Son plan Eau, présenté en mars 2023, est indigent et finance des méga-bassines. Ses projets budgétaires sabrent les transports publics et liquident intégralement le plan Vélo. Les dégâts du changement climatique, les inondations, la montée des eaux : il n'y a aucun plan pour y faire face. Les conclusions de la Convention citoyenne pour le climat sont vidées de leur contenu. Pire encore, il tente de lier les mains des générations futures en coupant le budget des opérateurs publics de surveillance et de prévision climatique, en privatisant le fret SNCF déjà affaibli et en s'alliant avec les pires réactionnaires d'Europe pour démonter les timides directives européennes sur la restauration de la nature ou les importations de bois. La bifurcation écologique n'est plus une option politique, mais une nécessité humaine.
- 14.** Le monde agricole est particulièrement ciblé. Macron a laissé signer un traité de libre-échange européen avec le Mercosur, qui ouvre la voie à un dumping sauvage et prépare de futures libéralisations. Nous nous opposons à ce traité. Les votes du Parlement, par exemple sur le calcul de la retraite agricole, ne sont même pas respectés. La Politique agricole commune continue de subventionner l'agriculture productiviste. Quant aux exigences des paysan·nes et salarié·es agricoles, comme les prix rémunérateurs, la défaisance des dettes, la réforme agraire, l'extension de la formation professionnelle agricole publique, l'aide au bio et à la culture de protéines végétales, elles demeurent lettre morte.
- 15.** En un an, près de 300 000 emplois ont d'ores et déjà été supprimés ou sont menacés. Les salaires, les minima sociaux et la consommation populaire sont en chute. La politique de Macron se révèle donc incapable de sauvegarder des emplois productifs ou d'assurer leur reconversion écologique ou de préserver les savoir-faire. Il désindustrialise le pays et vend les usines à la découpe. Quant aux coupes budgétaires, elles détruisent l'emploi public qui

assure la solidarité et vident les caisses des collectivités territoriales, pourtant premiers investisseurs du pays. Le soutien à tous les mouvements de grève est donc un combat d'intérêt général.

- 16.** La macronie enfonce toujours plus les Français·es dans la pauvreté. Il y a 2 millions de pauvres en plus, 11 millions de personnes ne mangent pas toujours à leur faim, 12 millions vivent en précarité énergétique. C'est le résultat direct de la politique de Macron, qui dans le même temps a permis aux dividendes du CAC 40 d'être multipliés par deux et aux grandes fortunes de s'enrichir considérablement. Pour gouverner selon les besoins, il faut rompre avec la domination capitaliste.
- 17.** Abandonnées par les pouvoirs publics, les Outre-mer semblent concentrer sur 3 millions de compatriotes toutes les maltraitances du macronisme, avec des relents coloniaux. En réaction, des mobilisations populaires puissantes s'y développent contre la vie chère ou la répression d'État. En Kanaky-Nouvelle Calédonie, Macron a déchiré les accords de Nouméa et de Matignon, semant le désordre et détenant des prisonnier·es politiques en Hexagone. À Mayotte, le sous-investissement chronique provoque des désastres : impréparation face au cyclone Chido, eau non potable, épidémie de choléra, salaires versés en retard, et répression violente des manifestant·es qui s'en plaignent. En Martinique, les produits alimentaires coûtent 40 % plus cher qu'en Hexagone et les organismes d'aide alimentaire sont débordés. La répression judiciaire y est vive, avec de lourdes condamnations pour les leaders de la contestation.
- 18.** Le débat budgétaire a offert une cruelle illustration de ce matraquage social. Après avoir dilapidé l'argent public en multipliant les cadeaux aux plus riches et aux grandes entreprises, Macron et Barnier ont tenté d'imposer 60 milliards d'euros d'économies sur le dos du peuple par des coupes massives dans le budget de l'État, de la Sécurité sociale. Ces coupes visent directement les fonctionnaires (insulté·es et victimes de mesures vexatoires comme les jours de carence), l'assurance maladie, les retraites et l'investissement public. Particulièrement frappées, les collectivités sont désormais à l'os, puisque les gouvernements successifs leur ont volé 250 milliards d'euros en 12 ans ! Équivalent aux plans d'austérité imposés à l'Europe du Sud il y a 15 ans, le budget aurait eu des conséquences sociales désastreuses, sapé les services publics comme jamais, abandonné toute ambition écologique et amputé l'activité économique de près d'un point de PIB. Mais nous sommes parvenu·es à renverser le gouvernement Barnier et à faire tomber le budget de la Sécurité sociale. Bilan : les pensions de retraite seront revalorisées au niveau de l'inflation le 1er janvier, les apprenti·es ne paieront pas un nouvel impôt, les patient·es ne seront pas taxé·es en cas de rendez-vous médical empêché...
- 19.** Le débat budgétaire est riche d'enseignements politiques. D'abord, car il a mis en lumière l'absence totale de cohérence et de solidité de la coalition macroniste. Le « socle commun » n'existe pas. C'est un conglomérat de mercenaires politiques qui ne partagent que leur engagement au service des classes dominantes, n'ont d'autre motivation que de conserver le pouvoir et sont prêts à tous les déshonneurs pour cela. Incapable de se mobiliser, pétri de désaccords et de contradictions, Macron ne dispose d'aucune base solide et cohérente à l'Assemblée nationale.
- 20.** Mais ce débat a permis également de démasquer l'arnaque politique, sociale et écologique que constitue le Rassemblement National. En s'opposant à la procédure de destitution contre Macron, l'extrême droite maintient le cœur du pouvoir en place. En votant contre le projet de loi de finances dans sa version remaniée par le NFP, le Rassemblement National s'est allié avec les macronistes pour faire barrage aux mesures de justice fiscale, au retour

de l'ISF ou à l'augmentation de la fiscalité sur le capital. Ils ont menti à leur électorat, comme sur les retraites qu'ils ont voulu capitaliser, et confirmé le rôle traditionnel de l'extrême droite en temps de crise : fracturer le bloc populaire pour maintenir la domination économique du capital. Mais grâce à notre campagne de mobilisation populaire, nous les avons forcés à voter une motion de censure... alors qu'ils avaient eux-mêmes sélectionné Michel Barnier comme Premier ministre de Macron et disent aujourd'hui ne pas censurer François Bayrou !

RÉSISTER ET RÉPLIQUER À LA CRIMINALISATION DU DÉBAT, AUX MENACES D'EXTRÊME DROITE ET À LA VIOLENCE MÉDIATIQUE

- 21.** Les représentant·es et les militant·es de la France insoumise subissent une violence collective et individuelle de la part des autorités en place, de réseaux fascistes et de leurs relais médiatiques. Cette violence s'exprime par des menaces de mort, d'agression, de viol, dont plusieurs élu·es et militant·es ont été victimes. Elles prennent la forme d'opérations de harcèlement avec piratage du téléphone portable, harcèlement sur les réseaux sociaux, campagnes de calomnie, courriers...
- 22.** Le gouvernement et les soutiens inconditionnels du génocide à Gaza sont à l'initiative de ce dénigrement permanent et de la criminalisation du débat politique. Ils menacent de plaintes judiciaires ou des saisines du parquet, en usant et abusant par exemple du prétexte d'« apologie du terrorisme » ou de l'accusation d'antisémitisme. Dans les médias dominants, la déontologie est aux abonnés absents et les accusations sans fondement et les mensonges sont légion. Cette stratégie de diabolisation de la France insoumise vise à limiter sa progression électorale et cherche à isoler pour maintenir la domination des partisans du système capitaliste, impérialiste et écocidaire.
- 23.** Nous constatons que nos plaintes auprès des autorités compétentes pour les menaces, les injures publiques, les calomnies ou le harcèlement sont quasi systématiquement laissées sans suite. Les autorités de régulation comme l'ARCOM ou les plateformes privées sur internet sont incapables de faire respecter la loi et les règles qu'elles sont pourtant censées défendre. À l'inverse, les réseaux fascistes bénéficient d'une tolérance des autorités politiques, comme l'a démontré Retailleau à la tête du ministère de l'Intérieur. Le droit à la sûreté et à la sécurité n'est pas garanti pour tou·tes et est devenu à géométrie variable.
- 24.** Face à cette situation, notre solidarité et notre détermination sont nos principales forces. Nous ne céderons rien sur nos convictions. Ainsi, face à l'usage intempestif et abusif du délit d'apologie du terrorisme, nous avons déposé une proposition de loi pour le sortir du code pénal et le réintroduire dans le droit de la presse. Nous porterons plainte à chaque fois que possible et nous appelons les insoumis·es à agir auprès de l'ARCOM et des plateformes numériques pour signaler les menaces, fake news et injures. Nous appelons également toutes les organisations de gauche (associations, syndicats, collectifs, mouvements politiques) et républicaines à prendre la mesure du danger que constitue cette offensive contre la France insoumise et les défenseurs de la paix. Elle s'ajoute aux persécutions que subissent déjà des militant·es écologistes engagé·es dans les luttes, honteusement qualifiés d'« éco-terroristes ». Considérant que, au-delà de notre mouvement et nos personnes, ce sont tous les principes démocratiques et toutes les règles du débat public qui sont attaqués, nous appelons à un front unitaire pour défendre l'État de droit et les libertés associatives, syndicales et politiques.

LA FRANCE INSOUMISE ET LE NOUVEAU FRONT POPULAIRE COMME ALTERNATIVE

- 25.** Dans ce contexte, nous avons fait la démonstration à l'Assemblée nationale de notre capacité à gouverner autrement. Nous avons montré qu'un autre budget est possible en concentrant l'effort sur les ultra-riches plutôt que sur le peuple, tout en renforçant le financement de nos services publics. Nous avons aussi montré que nous restions fidèles à nos engagements en inscrivant l'abrogation de la retraite à 64 ans dans notre niche parlementaire. Seul le blocage de l'Assemblée nationale par les macronistes aura empêché son adoption.
- 26.** Au Parlement européen, notre groupe a été le seul à s'opposer fermement à la nouvelle mandature d'Ursula Von Der Leyen, qui sera à la tête de la Commission européenne la plus à droite de son histoire, avec pour la première fois un vice-président d'extrême droite. Les groupes européens auxquels appartiennent le Parti socialiste et les Écologistes lui ont apporté leur soutien. Nous avons également activement contribué à dénoncer les magouilles autour de la composition de la Commission et les négociations opaques sur l'accord de libre-échange avec le Mercosur. Contre les va-t-en-guerre, nous avons porté la voix de la paix pour dénoncer le génocide en cours à Gaza ou la désignation d'un commissaire à la défense. Dans un contexte où l'extrême droite n'a jamais été aussi forte au Parlement européen – elle compte désormais trois groupes, notre délégation place la contre-offensive à l'extrême droite comme l'une de ses priorités.
- 27.** Les député·es de la France insoumise sont le plus gros groupe du Nouveau Front Populaire à l'Assemblée nationale. Nous avons été les plus mobilisé·es pour garantir les victoires du NFP dans la bataille parlementaire. La réélection d'Éric Coquerel à la présidence de la commission des Finances, l'élection d'Aurélie Trouvé à la présidence de la commission des Affaires économiques ou celles de Clémence Guetté et de Nadège Abomangoli à la vice-présidence de l'Assemblée nationale et la majorité du Nouveau Front Populaire au bureau de l'Assemblée nationale ont été pour cela des points d'appui décisifs. Ces postes à responsabilité renforcent aux yeux du grand public notre crédibilité à gouverner. Et il a manqué quelques voix pour que le NFP obtienne la présidence de l'Assemblée : celles des ministres démissionnaires du gouvernement Attal, qui ont voté en faveur de la candidate macroniste au mépris de toute règle de séparation des pouvoirs.
- 28.** L'action de la France insoumise ne se résume pas à son action institutionnelle. Depuis notre rentrée politique fin août, la France insoumise est de tous les combats. Actuellement, nos député·es sont présent·es sur tous les lieux de luttes notamment dans l'industrie automobile, les transports, l'agriculture ou les services publics ; interpellent le gouvernement sur sa politique économique ; répondent à l'appel de la jeunesse mobilisée et des mouvements féministes, écologistes, antiracistes, internationalistes, de défense des droits et libertés ; contribuent à la mobilisation populaire et à la solidarité ; se rendent dans les départements qui ne comptent pas encore d'élus de la France insoumise.
- 29.** Près de 400 000 personnes ont d'ores et déjà signé notre pétition pour la destitution de Macron. Les groupes d'action insoumis ont organisé des collectes de produits alimentaires et de fournitures scolaires, ou du soutien concret aux luttes sociales et écologiques. Ils développent ainsi un mouvement utile au peuple et au service de l'intérêt général. Ils sont la cheville essentielle de notre organisation pour informer, sensibiliser, agir au quotidien, et impliquer chacun·e dans ces luttes indispensables. Le mouvement insoumis renforce aussi sa crédibilité et accentue son ancrage en menant de façon permanente toute une

série d'actions propres sur le terrain (porte à porte, tractage...) ; ainsi que par l'implication de ses militant·es dans les associations et dans les organisations syndicales.

30. Notre combat pour permettre une issue positive à la crise politique se mène aussi sur le terrain de la bataille idéologique. L'Institut La Boétie, fondation insoumise, s'est imposé en 2024 comme un outil puissant et inédit de production et de diffusion de savoirs critiques ainsi que de formation militante. Il accomplit un travail idéologique important en traitant de débats stratégiques et en portant sur le devant de la scène des contenus utiles à notre combat, à travers ses événements, ses notes et désormais son émission. En 2024, il s'est notamment imposé comme incontournable sur le thème brûlant de la lutte contre l'extrême-droitisation de la société, avec la publication de son premier livre *Extrême droite : la résistible ascension* qui donne lieu à l'organisation de plusieurs dizaines de conférences à travers tout le pays. Son école de formation pour les insoumis·es s'est ancrée avec la poursuite de son cursus renforcé, de ses stages régionaux et formations locales.

SE PRÉPARER À UNE PRÉSIDENTIELLE ANTICIPÉE

- 31.** Face à une situation politique extraordinaire, notre responsabilité est de nous préparer à faire face à tous les scénarios. Ils sont multiples. La chute du gouvernement Barnier a été une étape supplémentaire pour tourner la page des politiques macronistes. La nomination de François Bayrou comme Premier ministre pourrait bien être le dernier joker du président de la République. Notre action vise désormais à faire tomber le gouvernement Bayrou comme une étape vers le départ de Macron.
- 32.** Une élection présidentielle anticipée se tiendrait dans un délai de 35 jours au maximum. C'est pourquoi nous devons être prêt·es à faire face à cette hypothèse. Nous avons un programme chiffré pour cela, *l'Avenir en Commun*. Nous l'avons présenté à l'élection présidentielle de 2022 et son actualisation a été lancée l'année dernière, notamment à partir du travail réalisé dans les groupes thématiques de la France insoumise, comme à l'Assemblée nationale et au Parlement européen ces deux dernières années. Certain·es, dans la social-démocratie, rêvent de la présidentielle pour jeter le programme par-dessus bord : nous serons là pour le maintenir au premier plan.
- 33.** En 2022, notre candidat, Jean-Luc Mélenchon, avait rassemblé 22 % des suffrages et 7,7 millions de voix. Sans la dispersion à gauche, il se serait vraisemblablement qualifié au second tour de l'élection présidentielle face à Emmanuel Macron, en éliminant Marine Le Pen dès le premier tour. Compte tenu des délais très contraints d'une élection présidentielle anticipée, il ne saurait être question de perdre du temps au moment de faire campagne et d'assumer le choc politique frontal de notre époque face à l'extrême droite. C'est pourquoi la France insoumise travaille dès à présent à recueillir les 500 parrainages nécessaires pour présenter une candidature.
- 34.** La France insoumise reste opposée au système des primaires, qui prive toujours les classes populaires du choix politique et conduit à des affrontements internes et des luttes nocives de personnes. En cas de présidentielle anticipée, notre mouvement assumera sa responsabilité devant l'urgence en désignant une candidature issue de ses rangs. Pour cela, la Coordination de notre mouvement proposera une candidature à l'intergroupe parlementaire (ensemble de nos député·es à l'Assemblée nationale et au Parlement européen), puis soumettra au vote des insoumis·es cette candidature. Elle proposera cette candidature à nos partenaires avec l'objectif d'aboutir à une candidature commune sur la base d'un programme partagé de rupture hors duquel un tel accord n'est pas envisageable.

FAIRE FACE À UNE ÉVENTUELLE DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

- 35.** Le nouveau gouvernement pourrait aussi survivre sur la base d'un rapprochement toujours plus fort de sa politique avec celle de l'extrême droite, ou du reniement d'une partie du Nouveau Front Populaire vis-à-vis des engagements pris devant le peuple. Dès lors, nous devons amplifier notre travail d'opposition et préparer une éventuelle nouvelle dissolution de l'Assemblée nationale à partir de l'été prochain. Le cas échéant, nous devons être en ordre de bataille : dès juillet 2025, nous devons pouvoir présenter des candidat·es prêt·es à mener campagne pour gagner une majorité à l'Assemblée nationale. Dans cette perspective, **nous proposons que soient organisées en mars 2025 des Assemblées insoumises de circonscription.**
- 36.** Dans les circonscriptions revenant à la France insoumise dans le cadre de l'accord du Nouveau Front Populaire, à l'exception de celles des député·es insoumis·es sortant·es, nous désignerons nos binômes de candidat·es et suppléant·es sur la base des propositions des Assemblées de circonscription. Dans toutes les autres circonscriptions, nous ferons de même pour identifier des nouveaux binômes paritaires de chef·fes de file afin de pouvoir faire face à toutes les situations. En effet, nous avons observé avec stupeur les déclarations du secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, rompant avec le Nouveau Front Populaire, ainsi que les tentatives du Parti socialiste de revenir à l'occasion des élections partielles sur l'accord conclu en juin dernier. En dernière instance, comme dans les élections précédentes, l'investiture finale de nos candidat·es reviendra au Comité électoral afin de veiller aux objectifs fixés (accord national éventuel, parité, critères sociaux, etc.).

PRÉPARER LES ÉLECTIONS MUNICIPALES POUR PRÉSENTER DES LISTES DANS LE PLUS GRAND NOMBRE DE COMMUNES

- 37.** Parallèlement, nous devons préparer les prochaines élections municipales et les élections consulaires pour les Français·es de l'étranger. Dix ans après la fondation de la France insoumise, ce rendez-vous doit marquer une nouvelle étape du développement de notre mouvement. Il doit notamment servir à **accélérer notre implantation locale.** Nous nous dotons d'un calendrier avec les différentes étapes de préparation (voir Annexe 1).
- 38.** Nos groupes d'action ont consolidé leur ancrage ces dernières années et encore plus ces derniers mois. Nous avons constitué un réseau d'élus·es militant·es dans le cadre de l'Association nationale du réseau des élus·es insoumis·es et citoyen·nes. Nous avons été en tête dans un grand nombre de communes lors des dernières élections européennes : notre liste a, par exemple, dépassé les 20 % à Audincourt, Avignon, Marseille, Montpellier, Strasbourg, Lille, Saint-Étienne, Grenoble, Audincourt ; les 30 % à Choisy-le-Roi, Givors, Grande-Synthe, Vitry-sur-Seine, Vernouillet, Montreuil, Cergy, Saint-Ouen, Bagnolet, Montataire, Nanterre, Dreux, Sarcelles, Bethoncourt ; les 40 % à Argenteuil, Bondy, Villiers-le-Bel, Sevran, Creil, Vaulx-en-Velin, Aubervilliers ; les 50 % à Saint-Denis, Bobigny, Trappes, La Courneuve...
- 39.** Sur ces bases, nous nous donnons l'objectif de **conquérir des mairies et des présidences d'exécutifs locaux** et de constituer des groupes d'élus·es insoumis·es et citoyen·nes dans les conseils municipaux et dans les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). Nous nous fixons également comme objectif d'investir un maximum de conseils

municipaux, jusqu'aux plus petits villages. Notre objectif est aussi de faire élire un maximum de conseillers consulaires. C'est aussi de cette façon que nous permettrons l'entrée de la France insoumise au Sénat, après en avoir été empêchée par les directions nationales du Parti socialiste et du Parti communiste en 2023. Nous appelons largement les insoumis·es à se porter candidat·es aux élections municipales afin de permettre une présence dans un maximum de communes, y compris les plus petites, en déposant ou en participant à des listes complètes ou partielles dans les communes de moins de 1 000 habitant·es où le mode de scrutin autorise le panachage.

- 40.** Pour atteindre ces objectifs, nous invitons les insoumis·es à réunir les conditions permettant de **constituer des listes insoumises dans le plus grand nombre possible de communes** (et de pays en vue des élections consulaires), en s'appuyant sur une démarche d'union populaire et en encourageant des collectifs et luttes locales dans les quartiers populaires, la jeunesse, comme partout où les secteurs populaires se mobilisent pour défendre leurs revendications sociales, écologistes, démocratiques. Notre objectif est de rendre la commune à ses habitant·es et de porter un programme de rupture à l'échelle municipale.
- 41.** Nous proposerons un accord national à nos partenaires du Nouveau Front Populaire. Dans tous les cas, nous travaillerons là où c'est possible à des accords locaux ou départementaux avec une ou plusieurs composantes du NFP (voir Annexe 1). Dans certaines communes, cela pourra conduire à la constitution de listes communes dès le premier tour avec une ou plusieurs composantes du Nouveau Front Populaire. Cela nécessitera des garanties programmatiques claires et publiques (voir Annexe 2) et que la représentativité de la France insoumise soit assurée. Pour les élections consulaires, un travail sera mené avec les groupes d'action des Français·es de l'étranger pour établir la liste des garanties programmatiques ainsi que le calendrier.
- 42.** Fort·es de nos expériences précédentes, nous abordons cette possibilité sans naïveté. Ces dix dernières années, aux côtés des habitant·es, nous avons fait l'expérience des conséquences des politiques conduites par les notables de la droite, et, parfois, de la gauche d'avant, dont certain·es ont ouvert leurs majorités à des composantes du macronisme. D'autres s'inscrivent dans la lignée de la démarche de rupture avec le NFP exprimée par François Hollande ou Raphaël Glucksmann, qui s'efforcent déjà au quotidien de marginaliser la France insoumise pour mieux s'opposer à nos idées. D'autres encore soutiennent le projet de grande coalition avec les macronistes. Il est évident qu'une alliance sera impossible dans ces cas de figure.
- 43.** La « droite républicaine » et le Rassemblement National conduisent, au plan local, des politiques violentes, racistes, discriminatoires et anti-écologiques. C'est pourquoi, en tout état de cause, au second tour, nous chercherons à rassembler les listes issues du Nouveau Front Populaire pour battre la droite et l'extrême droite, hormis si l'hégémonisme ou les renoncements programmatiques nous obligent à garantir seul·es notre représentation au sein des conseils municipaux et consulaires.
- 44.** Nous proposerons par ailleurs aux forces du Nouveau Front Populaire une coordination nationale particulière dans les communes dirigées par le RN et le parti d'Éric Ciotti afin de réunir les meilleures conditions possibles pour y défendre notre programme dès le premier tour. Face au danger de l'extrême droite, nous pourrions envisager des fusions ou des désistements au second tour.

DÉFINIR LES MARQUEURS PROGRAMMATIQUES POUR UN MOUVEMENT COMMUNALISTE

La France insoumise est un mouvement communaliste, c'est-à-dire qui réaffirme la commune comme premier échelon de la démocratie pour un pouvoir démocratique

45. s'exerçant au plus près des besoins des habitant·es. Nous voulons restaurer la démocratie communale et tourner le dos à la dépolitisation de la fonction d'élue local·e, transformé·e en gestionnaire de l'austérité. Mouvement de la Révolution citoyenne, nous voulons œuvrer à l'implication du peuple à chaque étape de nos campagnes et dans l'exercice des responsabilités. Six ans après l'abstention de masse des dernières élections municipales, nous savons que la participation populaire est la condition pour nous ouvrir les chemins de la victoire. Afin qu'elles puissent reprendre leur destin en main, nous souhaitons favoriser la participation dans les conseils municipaux des classes populaires et de tou·tes celles et ceux qui sont engagé·es et portent des luttes syndicales, citoyennes ou associatives.

Témoins du clientélisme et partageant le dégoût qu'il engendre chez les habitant·es, nos candidat·es s'engageront à lutter contre le népotisme et la corruption locale et

46. à garder, dans leur mandat, un lien constant et transparent avec le peuple, à l'image de nos parlementaires. Partisan·es de la rupture, nous nous adresserons dans la clarté aux électeur·rices en définissant des garanties programmatiques ambitieuses et non-négociables qui devront être intégrées à l'ensemble des programmes défendus par les listes municipales soutenues par la France insoumise (voir Annexe 2). Pour les élections consulaires, un travail sera mené avec les groupes d'action des Français·es de l'étranger pour établir la liste des garanties programmatiques ainsi que le calendrier.

47. Pour nous donner les moyens de nos ambitions, la Coordination de la France insoumise, en lien avec les boucles départementales, conduira un travail de ciblage visant à identifier nos possibilités de conquête, d'implantation et de consolidation. C'est là que nous concentrerons nos forces. En parallèle, en lien avec l'Association nationale du réseau des élu·es insoumis·es et citoyen·nes, tenant compte du travail des Rencontres Nationales des Quartiers Populaires et des militant·es et élu·es dans les territoires ruraux, elle travaillera à la mise à disposition dès le premier trimestre 2025 d'une boîte à outils afin d'inspirer et d'enrichir les programmes de nos listes élaborées localement. Elle proposera des outils, tutoriels et fiches pratiques d'organisation d'une campagne municipale ouverts à tou·tes les insoumis·es (législation, financement, constitution de listes, démarches administratives déclaratives, points de vigilance, astuces, méthodes d'implication citoyenne, charte éthique des candidat·es insoumis·es...) afin de faciliter l'engagement de primo-candidat·es et d'assurer notre présence dans un maximum de petites et moyennes communes. Enfin, elle proposera aux chef·fes de file insoumis·es des communes prioritairement ciblées par notre mouvement un cycle de formation au cours de l'année 2025. Les boucles départementales sont invitées à contribuer à ce travail de formation à destination de tou·tes les insoumis·es.

FAIRE AVANCER LA RÉVOLUTION CITOYENNE

48. Si le Nouveau Front Populaire a pu remporter les élections législatives, c'est d'abord parce que nous avons su mettre en mouvement une partie du peuple qui avait renoncé à venir aux urnes. Nous l'avons enclenché lors des élections européennes où nos progrès ont été impressionnants dans la jeunesse et dans les quartiers populaires. Cette dynamique s'est confirmée lors des élections législatives : ce sont dans les bureaux de vote où la progression insoumise a été la plus forte aux élections européennes qu'ont été observés les progrès les plus importants du Nouveau Front Populaire aux élections législatives.

- 49.** Des marges de progression existent encore. Elles se situent en premier lieu dans l'abstention, comme nous en avons fait la démonstration l'année dernière. C'est pourquoi, en préparation de toutes les prochaines échéances électorales, **nous lancerons en janvier 2025 une nouvelle campagne pour l'inscription sur les listes électorales.**
- 50.** Nous poursuivrons notre campagne pour la destitution d'Emmanuel Macron et nous lancerons également une campagne pour la 6^e République et la convocation d'une Assemblée constituante. Parallèlement au mot d'ordre « Macron destitution », nous placerons la question de la Révolution citoyenne et la Constituante au cœur du printemps 2025.
- 51.** Face à la volonté de la présidente de la Commission européenne d'imposer au peuple français l'accord de libre-échange avec le Mercosur, nous mènerons une campagne partout dans le pays pour empêcher sa ratification prévue en juin, et appuyer l'initiative de notre délégation au Parlement européen pour censurer la Commission européenne.
- 52.** Les déserts médicaux, les hôpitaux qui ferment, les destructions d'emploi, les suppressions de classes, l'accès aux réseaux, aux transports et aux services publics, la vie chère, les difficultés de se loger dans un habitat digne, les commerces qui disparaissent, impactent tout le monde, et avant tout les plus démunies, que ce soit dans une grande ou petite ville, à la campagne ou en banlieue. Nous travaillerons à renforcer le déploiement de notre mouvement et nous proposerons des actions spécifiques dans les circonscriptions où la victoire nous a échappé de peu en juillet dernier.

POURSUIVRE LE DÉVELOPPEMENT DU MOUVEMENT INSOU MIS

- 53.** Depuis notre dernière Assemblée représentative, le mouvement insoumis s'est largement développé. À travers nos campagnes européennes, puis législatives, ce sont près de 70 000 nouvelles personnes qui nous ont rejoints sur le site de la France insoumise. Plus de 20 000 d'entre elles ont rejoint un groupe d'action (GA). Nous sommes désormais plus de 100 000 à militer au sein d'un GA ou d'un GA jeune, ce qui fait de la France insoumise la force politique la plus puissante du pays. Nous sommes une force militante en campagne permanente. Nous continuons à œuvrer à plus d'inclusivité et de représentativité au sein de notre mouvement pour atteindre nos objectifs politiques.
- 54.** Nous poursuivrons la mise en place de la feuille de route du mouvement adopté lors de notre dernière Assemblée représentative, notamment dans la campagne d'achat des locaux insoumis qui doit s'accélérer l'année prochaine pour atteindre nos objectifs. Nous faciliterons également la location d'un local par les boucles départementales dans les départements qui ne sont pas prioritaires pour la campagne d'achat des locaux. Nous renouvelons l'appel aux dons et aux contributions volontaires, nécessaires à la réalisation de ces campagnes et de toutes nos actions.
- 55.** Nous devons **renforcer nos moyens de lutte antifasciste.** Nous avons engagé un travail de renforcement de notre service d'ordre et noué des contacts avec d'autres formations politiques et syndicales pour garantir la protection de nos initiatives et de nos événements. Nous avons également engagé un travail de structuration de la lutte antifasciste au sein du mouvement insoumis, avec la mise en place du Réseau insoumis antifasciste. Son objectif est d'organiser les insoumis·es dans la riposte contre l'extrême droite (en proposant des campagnes locales et en structurant un travail de veille et de riposte dans la population comme sur les réseaux sociaux). Il s'agit aussi d'être un lieu d'implication pour toutes celles et ceux qui veulent se rassembler contre les diviseurs du peuple, en particulier dans les quartiers populaires et là où le racisme et les discriminations frappent le plus fort.

56. Enfin, nous continuerons à appuyer les luttes populaires. Nous serons aux côtés des travailleur·ses, des fonctionnaires, des chômeur·ses en lutte, des artisan·es, des agriculteur·rices comme aux côtés de tout·es celles et ceux qui se battent pour une vie digne, pour le climat, pour la démocratie et contre toutes les formes de discrimination comme le racisme, le sexisme et les LGBTIphobies et le validisme et le classisme. Nous amplifierons les campagnes des Jeunes insoumis·es à destination de la jeunesse dans leurs lieux d'étude et en-dehors. Face au génocide en cours mené par le gouvernement de Netanyahu, nous poursuivrons les mobilisations unitaires pour la paix et la justice, dont nous sommes une cheville ouvrière. Nous continuerons à soutenir le droit à l'auto-détermination des peuples colonisés et leurs luttes.

Plus que jamais, un autre monde est possible !

ANNEXE 1 - CALENDRIER DE PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

À partir de janvier 2025 : réunion des boucles départementales pour définir des plans d'actions départementaux. Ces plans évalueront la possibilité d'un accord départemental ou à l'échelle des circonscriptions du département, avec une ou plusieurs composantes du Nouveau Front Populaire. Le plan d'action est transmis par formulaire au Comité électoral pour validation. Le cadre et le déroulé de ces réunions sera transmis aux membres des boucles départementales début janvier.

À partir de février 2025

■ **Élaboration de la stratégie locale et désignation des chef·fes de file insoumis·es.** Des Assemblées municipales (dont les modalités seront précisées par mail) sont organisées dans les communes ciblées par le plan d'action départemental (validé par le Comité électoral). Elles organisent le travail sur le programme et la désignation d'un binôme paritaire de chef·fes de file insoumis·es. Les modalités d'organisation à Paris, Lyon, Marseille, seront précisées par mail.

■ **Mise en place des cadres de campagne locaux, discussions départementales**

- À l'échelle communale : un cadre de campagne municipal ouvert aux habitant·es, collectifs et, le cas échéant, aux organisations politiques locales du NFP est mis en place. Il organise la rédaction d'un programme municipal local et l'élaboration d'une méthode de constitution locale de la liste.

- À l'échelle départementale : le binôme opérationnel de la boucle départementale en charge des relations unitaires, les parlementaires élu·es ou en charge du suivi du département qui n'aspirent pas à prendre la tête d'une liste municipale et tout·e insoumis·e désigné·e par le comité électoral mènent les échanges bilatéraux avec les composantes départementales du NFP sur la base des marqueurs programmatiques de la France insoumise. Le Comité électoral est tenu informé à chaque étape de ces discussions.

À partir de mars 2025 : validation des accords départementaux ou locaux. En cas de projet d'accord départemental ou local avec une ou plusieurs autres composantes du NFP, celui-ci est présenté au plus tard en juin 2025 à la boucle départementale, puis transmis au Comité électoral pour validation.

De mars à juin 2025 : désignation des têtes de listes municipales

■ Dans les villes de plus de 50 000 habitant·es où la tête de liste est insoumise, les Assemblées municipales désignent un binôme paritaire de têtes de liste potentielles. Afin de garantir la parité des têtes de listes insoumises à l'échelle nationale, les investitures finales sont prononcées par le Comité électoral.

■ Si les insoumis·es souhaitent identifier un·e candidat·e à la présidence de l'EPCI, il faudra veiller à chercher la parité avec le ou la candidat·e tête de liste de la ville centre.

■ En toutes circonstances, le Comité électoral est l'instance de recours.

De juillet à décembre 2025 :

■ **Constitution des listes municipales.** Le projet de liste est validé par l'Assemblée municipale insoumise s'il a été élaboré dans un cadre de campagne local intégrant une ou plusieurs organisations du NFP.

■ **Élaboration du programme intercommunal** et désignation des candidatures à l'EPCI.

ANNEXE 2 - GARANTIES PROGRAMMATIQUES MUNICIPALES

1 - COMMENCER LA RÉVOLUTION CITOYENNE DANS LES COMMUNES

Instaurer un référendum d'initiative citoyenne municipal et s'engager à convoquer des référendums locaux pour les grands projets structurants pour la commune. Faciliter l'exercice du droit de propositions des élu·es de l'opposition comme de la majorité (ordre du jour du conseil municipal, droit d'amendement, motions...).

2 - GÉRER LES COMMUNS PAR DES RÉGIES PUBLIQUES

Lancer dès l'accession aux responsabilités municipales une revue générale de toutes les délégations de services publics au secteur privé (DSP) et de tous les partenariats publics privés (PPP) afin de déterminer un plan de retour en régie publique, en commençant par les communs essentiels comme l'eau, la production d'énergies renouvelables, les transports en commun, la restauration scolaire ou la gestion des déchets. Les régies publiques devront permettre aux usager·es et aux agent·es de siéger dans les conseils d'exploitation ou d'administration. Garantir de cette façon des services publics communaux pour couvrir les besoins essentiels de l'existence : se loger, se nourrir, boire, se déplacer, se cultiver, se soigner...

3 - INSTAURER LA RÈGLE VERTE COMMUNALE

Refuser d'accorder des permis et des autorisations pour des activités polluantes et écocides. Réduire la tarification des transports en commun pour faire la gratuité en commençant par les moins de 25 ans, les privé·es d'emploi et les usager·es disposant de faibles revenus. Faire un moratoire sur les zones à faibles émissions (ZFE) en attendant de déployer des mobilités alternatives. Développer des « mines urbaines » municipales : déchetteries, recycleries, ateliers de réparations...

4 - INSTAURER DES COMMUNES ZÉRO CHÔMEUR POUR LE DROIT À L'EMPLOI

Développer une politique locale de garantie d'emploi notamment en faisant entrer les communes ou intercommunalités dans le dispositif « territoires zéro chômeur de longue durée », en tenant compte des bilans tirés, notamment par les syndicats et actionner tous les leviers pour favoriser l'emploi local de qualité : commande publique, fonction publique...

5 - TUER LA SPÉCULATION IMMOBILIÈRE

Mettre sous contrôle le marché du logement en augmentant la part de logement public, en appliquant partout où c'est possible l'encadrement des loyers et en développant l'accession à la propriété non spéculative (via les offices fonciers solidaires, l'habitat coopératif, etc.), notamment par l'exercice du droit de préemption. Mettre fin au clientélisme dans l'attribution des logements sociaux en transformant le « quota du maire » en quota du conseil municipal, soumis à discussion après élaboration d'une grille claire de critères. Fixer l'objectif de communes zéro sans abri, zéro passoire thermique, zéro habitat insalubre.

6 - PASSER À UNE ALIMENTATION 100 % BIO ET LOCALE DANS LES CANTINES ET LES RENDRE GRATUITES

Organiser la conversion de tous les repas des cantines scolaires en bio et produits locaux, avec introduction d'options végétariennes quotidiennes. Instaurer progressivement la gratuité en commençant par renforcer la progressivité des tarifs pour les petits revenus et la gratuité immédiate pour les familles en dessous du seuil de pauvreté. Participer parallèlement à la conversion de l'offre agricole locale en bio, par exemple par la mise en place de zones agricoles protégées.

7 - FAVORISER L'ÉCOLE PUBLIQUE ET LAÏQUE

Réaffirmer le rôle central de l'École de la République dans la construction de la citoyenneté. Appliquer strictement la loi pour les subventions de fonctionnement aux établissements scolaires privés et refuser tout financement public pour la construction d'établissements scolaires privés ou leur rénovation ainsi que pour les associations confessionnelles.

8 - FAIRE DES COMMUNES ACTIVEMENT ANTIRACISTES, FÉMINISTES ET INCLUSIVES

Créer des observatoires communaux ou intercommunaux des discriminations, en collaboration avec les associations et les habitant·es, capables de mener des actions de testing et former l'ensemble des agent·es de la collectivité sur ces enjeux. Constituer la municipalité partie civile des plaintes des victimes de racisme, sexisme et LGBTIphobie. soutenir la présence de centres de planification familiale. Combattre le validisme. Renforcer les moyens en faveur d'un accueil digne des exilé·es.

9 - DES COMMUNES ENGAGÉES POUR LA PAIX

Défendre la paix dans le monde et la justice pour les peuples. Par exemple, faire voter par le conseil municipal une motion pour soutenir le cessez-le-feu immédiat et permanent à Gaza et au Liban, la reconnaissance de l'État de Palestine, et demander un embargo sur les exportations d'armes au gouvernement de Netanyahu.